

# **CH\_VB 1650 2001-1872 vom 5. März 2002**

Bundesverwaltung, 2002-03-05, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_1650\\_2001-1872](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_1650_2001-1872)

FR: CH\_VB 1650 2001-1872 du 5 mars 2002

IT: CH\_VB 1650 2001-1872 del 5 marzo 2002

## **Erwägungen**

### **E. 1**

RS 101

### **E. 2**

Le Conseil fédéral assure la coordination dans le domaine de la protection de la population et la coordination de cette dernière avec d'autres instruments relevant de la politique de sécurité.

### **E. 3**

Les personnes qui s'engagent volontairement dans la protection civile ont les mêmes droits et obligations que les personnes astreintes.

### **E. 4**

RS 661

### **E. 5**

RS 833.1

Protection de la population et protection civile. LPPC 1657 Chapitre 2 Obligations de tiers Art. 29 Particuliers 1 En cas d'alarme transmise à la population, toute personne est tenue de suivre les mesures prescrites et les consignes de comportement. 2 Quiconque fournit de l'aide lors d'une intervention de la protection civile est assuré conformément à la LAM6. Art. 30 Propriétaires d'immeubles et locataires 1 Les propriétaires d'immeubles et les locataires sont tenus de veiller à la préparation et à l'exécution des mesures qui leur sont prescrites. 2 Si l'occupation des abris est ordonnée, ils doivent mettre gratuitement les places protégées dont ils n'ont pas besoin à la disposition de la protection civile. Art. 31 Mise à contribution de la propriété en temps de paix Les propriétaires et les locataires sont tenus de tolérer sur leurs biens-fonds des installations techniques servant à la protection civile. Un dédommagement approprié leur est versé en cas de moins-value de ces biens-fonds. Art. 32 Mise à contribution de la propriété en cas de catastrophe, en situation d'urgence ou en cas de conflit armé En cas de catastrophe, en situation d'urgence ou en cas de conflit armé, la protection civile dispose, aux mêmes conditions que l'armée, d'un droit de réquisition. Chapitre 3 Instruction au sein de la protection civile Art. 33 Instruction de base Les personnes astreintes suivent, deux ans au plus tard après le recrutement, une instruction de base de deux semaines au moins et de trois semaines au plus. L'instruction de base peut être complétée par une instruction complémentaire pour spécialistes d'une semaine au plus. Art. 34 Instruction des cadres Les personnes astreintes auxquelles il est prévu de confier une fonction de cadre suivent, pour pouvoir assumer une telle fonction, un cours de cadres d'une semaine au moins et de deux semaines au plus.

## **E. 6**

### **RS 833.1**

Protection de la population et protection civile. LPPC 1658 Art. 35 Perfectionnement Les personnes astreintes occupant des fonctions de cadres ou de spécialistes peuvent, sur une période de quatre ans, être convoquées à des cours de perfectionnement dont la durée totale ne doit pas dépasser deux semaines. Art. 36 Cours de répétition Après avoir suivi l'instruction de base, les personnes astreintes sont convoquées chaque année à des cours de répétition de deux jours au moins et d'une semaine au plus. Les cadres et les spécialistes peuvent être convoqués chaque année à une semaine supplémentaire de cours au plus. Art. 37 Service accompli dans l'administration de la protection civile 1 En cas de besoin impératif, les personnes astreintes peuvent être convoquées pour accomplir des services dans l'administration de la protection civile. 2 Les services accomplis dans l'administration de la protection civile sont considérés comme des cours de répétition au sens de l'art. 36. Art. 38 Convocation aux services d'instruction 1 Les cantons règlent la convocation aux services d'instruction prévus aux art. 33 à 37. 2 L'organe fédéral chargé des questions de protection civile règle la convocation aux cours d'instruction prévus à l'art. 39, al. 2. 3 La convocation doit parvenir aux personnes astreintes au moins six semaines avant le début du service. 4 Les personnes astreintes doivent adresser leurs demandes de report de service à l'organe chargé de la convocation. Art. 39 Soutien apporté par la Confédération 1 La Confédération met à disposition, en collaboration avec les cantons, les bases nécessaires à une instruction uniforme; 2 Elle forme les commandants de la protection civile et leurs suppléants ainsi que les cadres et certains spécialistes de l'aide à la conduite et de la protection des biens culturels. 3 Elle peut convenir avec les cantons de l'organisation de cours d'instruction. Les frais liés aux cours d'instruction relevant du domaine de compétence des cantons sont à la charge de ces derniers.

Protection de la population et protection civile. LPPC 1659 Art. 40 Formation du personnel d'instruction 1 La Confédération assure la formation du personnel d'instruction de la protection civile. 2 Elle permet au personnel d'instruction des organisations partenaires de suivre des cours de formation. Art. 41 Infrastructure d'instruction La Confédération gère une infrastructure destinée à l'instruction. Art. 42 Désaffectation de centres d'instruction de la protection civile 1 Si des centres d'instruction de la protection civile sont désaffectés et utilisés à des fins étrangères à leur destination première ou aliénés, les subventions fédérales doivent être remboursées. 2 Si ces centres sont désaffectés suite à des réformes ou à la mise en place de nouvelles structures d'organisation, les subventions fédérales ne doivent pas être remboursées. Les subventions fédérales ayant servi à financer l'acquisition du terrain doivent toutefois être remboursées. Chapitre 4 Matériel, installations d'alarme et systèmes télématiques Art. 43 Confédération La Confédération est responsable: a. du fonctionnement des installations permettant de transmettre l'alarme à la population; b. du fonctionnement des systèmes télématiques de la protection civile; c. de l'équipement et du matériel des constructions protégées; d. du matériel standardisé de la protection civile. Art. 44 Franchise douanière Le matériel de protection civile (produits finis et semi-finis) importé par la Confédération bénéficie des mêmes franchises douanières que le matériel de guerre visé à l'art. 14, ch. 17, de la loi du 1er octobre 1925 sur les douanes<sup>7</sup> et à l'art. 22 de l'ordonnance du 10 juillet 1926 relative à la loi sur les douanes<sup>8</sup>.

## **E. 7**

### **RS 631.0**

## E. 8

RS 631.01

Protection de la population et protection civile. LPPC 1660 Chapitre 5 Ouvrages de protection Section 1 Abris Art. 45 Principe Chaque habitant doit disposer d'une place protégée située à proximité de son lieu d'habitation et atteignable dans un délai raisonnable. Art. 46 Obligation de construire 1 Lors de la construction de maisons d'habitation, de homes et d'hôpitaux, les propriétaires d'immeubles doivent réaliser des abris, les équiper et, par la suite, les entretenir. 2 Dans les zones où le nombre de places protégées est insuffisant, les communes veillent à combler le déficit en places protégées en réalisant des abris publics équi- pés. 3 Les cantons peuvent obliger les propriétaires et les possesseurs de biens culturels meubles et immeubles à prendre ou à tolérer des mesures de construction destinées à protéger ces biens. Art. 47 Gestion, contributions de remplacement 1 Les cantons gèrent la construction d'abris conformément aux prescriptions de la Confédération afin d'assurer une offre équilibrée en places protégées. 2 Si un propriétaire d'immeuble ne réalise pas d'abri privé, il est tenu de payer une contribution de remplacement. Les contributions de remplacement servent en premier lieu à financer les abris publics des communes. Si tous les abris requis sont réalisés, les contributions de remplacement peuvent être affectées à d'autres mesures de protection civile. 3 Lorsque le nombre de places protégées requis est atteint, les cantons déterminent dans quelle mesure il convient de réaliser des abris ou de verser des contributions de remplacement. 4 Ils fixent le montant des contributions de remplacement conformément aux prescriptions de la Confédération. Art. 48 Autorisation de construire 1 L'autorisation de construire ne peut être accordée que si les services compétents ont rendu leur décision concernant l'obligation de construire un abri. 2 Afin de garantir le respect des prescriptions applicables à la construction d'abris, les cantons peuvent exiger des maîtres d'ouvrages qu'ils fournissent des sûretés.

Protection de la population et protection civile. LPPC 1661 Art. 49 Désaffectation Les abris peuvent être désaffectés par les cantons conformément aux prescriptions de la Confédération. Section 2 Constructions Art. 50 Constructions protégées Par constructions protégées on entend: a. les postes de commandement; b. les postes d'attente; c. les centres sanitaires protégés; d. les unités d'hôpital protégées. Art. 51 Confédération Afin d'harmoniser l'état de préparation des constructions protégées, la Confédération édicte des prescriptions régissant leur réalisation, leur équipement, leur entretien, leur modernisation et leur changement d'affectation. Art. 52 Cantons 1 Les cantons définissent les besoins en constructions protégées conformément aux prescriptions de la Confédération. 2 Ils sont chargés de la réalisation, de l'équipement, de l'entretien et de la modernisation des postes de commandement, des postes d'attente et des centres sanitaires protégés conformément aux prescriptions de la Confédération. Art. 53 Institutions dont relèvent les hôpitaux Les institutions dont relèvent les hôpitaux sont chargées de la réalisation, de l'équipement, de l'entretien et de la modernisation des unités d'hôpital protégées conformément aux prescriptions de la Confédération. Art. 54 Propriétaires d'ouvrages d'accumulation Les propriétaires d'ouvrages d'accumulation sont chargés de la réalisation, de l'entretien et de la modernisation des installations du système d'alarme-eau conformément aux prescriptions de la Confédération. Art. 55 Désaffectation 1 Les constructions protégées ne peuvent être désaffectées qu'avec l'accord de l'organe fédéral chargé des questions de protection civile.

Protection de la population et protection civile. LPPC 1662 2 Si des constructions protégées répondant aux exigences minimales (art. 56) sont désaffectées, les subventions fédérales doivent être remboursées. 3 Si des constructions protégées sont désaffectées suite à des réformes ou à la mise en place de nouvelles structures d'organisation, les subventions fédérales ne doivent pas être remboursées. Section 3 Dispositions communes Art. 56 Exigences minimales Le Conseil fédéral détermine les exigences minimales auxquelles doivent répondre les ouvrages de protection. Art. 57 Etat de préparation au fonctionnement Les propriétaires et les possesseurs d'ouvrages de protection doivent veiller à ce que, sur ordre de la Confédération, ces ouvrages puissent être préparés au fonctionnement. Art. 58 Exécution en cas de carence Si les mesures prescrites ne sont pas exécutées, l'autorité fédérale ou cantonale compétente en ordonne l'exécution aux frais du propriétaire ou du possesseur de l'ouvrage de protection. Chapitre 6 Signe distinctif international de la protection civile et carte d'identité du personnel de la protection civile Art. 59 1 Le personnel et le matériel de la protection civile ainsi que les ouvrages de protection sont munis du signe distinctif international de la protection civile. 2 Peuvent également être munies du signe distinctif de la protection civile: a. les personnes qui répondent à un appel des autorités compétentes pour accomplir, sous la conduite de ces dernières, des tâches de protection civile; b. dans le cadre de leurs travaux administratifs, les personnes des services de la Confédération, des cantons et des communes qui sont chargées de tâches de protection civile. 3 Les personnes astreintes reçoivent la carte d'identité du personnel de la protection civile.

Protection de la population et protection civile. LPPC 1663 4 La forme du signe distinctif et de la carte d'identité est régie par le Protocole additionnel du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)10. Chapitre 7 Responsabilité en cas de dommages Art. 60 Principes 1 La Confédération, les cantons et les communes répondent de tout dommage causé de façon illicite à des tiers par des instructeurs et des personnes astreintes lors de services d'instruction ou dans l'accomplissement d'autres devoirs de service, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est dû à un cas de force majeure ou à une faute de la personne lésée, voire d'un tiers. 2 La Confédération, les cantons et les communes répondent solidairement des dommages dont ils sont responsables. Le Conseil fédéral règle la répartition des dommages-intérêts entre les autorités concernées. 3 Les personnes lésées ne peuvent faire valoir aucune prétention envers les instructeurs et les personnes astreintes qui ont commis une faute. 4 Lors d'exercices combinés impliquant la protection civile, d'autres organisations partenaires et l'armée, la responsabilité est régie par les dispositions du présent chapitre. 5 Lorsque la protection civile intervient en cas de conflit armé, les dispositions du présent chapitre relatives à la responsabilité en cas de dommages ne sont pas applicables. 6 Lorsqu'un état de fait entraîne une responsabilité régie par d'autres dispositions légales, ces dernières l'emportent sur la présente loi. Art. 61 Action récursoire Si la Confédération, les cantons et les communes ont versé des dommages-intérêts, ils peuvent intenter une action récursoire contre les instructeurs et les personnes astreintes qui ont causé le dommage intentionnellement ou par négligence grave. Art. 62 Responsabilité en cas de dommage causé à la Confédération, aux cantons et aux communes 1 Les instructeurs et les personnes astreintes répondent du dommage qu'ils ont directement causé à la Confédération, aux cantons et aux communes en violant, intentionnellement ou par négligence grave, leurs devoirs de service. 2 Ils sont responsables du matériel qui leur a été confié et répondent des dommages et des pertes causés intentionnellement ou par

négligence grave.

#### **E. 9**

RS 0.518.521

#### **E. 10**

RS 0.518.51

Protection de la population et protection civile. LPPC 1664 3 Les comptables sont responsables de la tenue des comptes, des fonds et des moyens qui leur sont confiés ainsi que de leur usage réglementaire. Ils répondent des dommages causés intentionnellement ou par négligence grave. 4 La même responsabilité incombe aux organes chargés de contrôler la comptabilité s'ils violent leurs devoirs de contrôle. Art. 63 Fixation des indemnités 1 Les art. 42, 43, al. 1, 44, al. 1, 45 à 47, 49, 50, al. 1, et 51 à 53 du code des obligations<sup>11</sup> sont applicables par analogie lors de la fixation des indemnités. 2 Lorsque la responsabilité d'un instructeur ou d'une personne astreinte est engagée, il est tenu compte équitablement du comportement de la personne impliquée durant le service, de sa situation financière et du genre de service. Art. 64 Perte ou détérioration d'objets personnels 1 Les instructeurs et les personnes astreintes supportent eux-mêmes le dommage résultant de la perte ou de la détérioration de leurs objets personnels. La Confédération, les cantons et les communes leur versent une indemnité équitable lorsque le dommage est dû à un accident de service ou qu'il est la conséquence directe de l'exécution d'un ordre. 2 Lorsque la faute est imputable à la personne lésée, l'indemnité peut être réduite de façon appropriée. Il est notamment tenu compte de la question de savoir si l'utilisation des objets personnels était requise ou non par les besoins du service. Art. 65 Prescription 1 Le droit d'ouvrir une action en dommages-intérêts contre la Confédération, les cantons et les communes en vertu des art. 60 et 64 se prescrit par un an à compter du jour où la personne lésée a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par cinq ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit. 2 L'action récursoire de la Confédération, des cantons et des communes visée à l'art. 61 se prescrit par un an à compter de la connaissance du dommage et de l'identité du responsable et, dans tous les cas, par cinq ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit. 3 Lorsque le droit à réparation ou l'action récursoire résultent d'un acte punissable auquel s'applique, en vertu du droit pénal, un délai de prescription plus long, celui-ci est applicable. 4 Les art. 135 à 142 du code des obligations<sup>12</sup> s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit d'interrompre ou d'invoquer la prescription. Une demande écrite en réparation d'un dommage adressée à la Confédération, aux cantons et aux communes est assimilée à une action.

#### **E. 11**

RS 220

#### **E. 12**

RS 220

Protection de la population et protection civile. LPPC 1665 Chapitre 8 Voies de recours et procédure Art. 66 Prétentions non pécuniaires Les décisions rendues par l'autorité cantonale de dernière instance qui ne sont pas déclarées définitives en vertu de la présente loi et qui concernent des prétentions non pécuniaires peuvent faire l'objet d'un recours, dans les 30 jours, devant le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports; ce dernier rend une décision définitive. Art. 67 Prétentions

pécuniaires 1 Les cantons désignent les autorités compétentes pour statuer, aux échelons cantonal et communal, sur les demandes en dommages-intérêts et les actions récursoires liées à des prestations de service de protection civile cantonales ou communales. Leurs décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant l'organe fédéral chargé des questions de protection civile. 2 L'organe fédéral chargé des questions de protection civile statue sur les demandes en dommages-intérêts et les actions récursoires liées à des prestations de service de protection civile organisées ou réalisées par la Confédération. 3 L'organe fédéral chargé des questions de protection civile statue sur les prétentions pécuniaires de la Confédération ou sur celles qui sont dirigées contre cette dernière lorsqu'elles sont fondées sur la législation en matière de protection civile et qu'elles ne concernent pas la responsabilité en cas de dommages. 4 Les décisions de l'organe fédéral chargé des questions de protection civile peuvent faire l'objet d'un recours devant la Commission fédérale de recours en matière de protection civile. Les décisions de cette commission peuvent faire l'objet d'un recours de droit administratif devant le Tribunal fédéral.

Chapitre 9 Dispositions pénales

Art. 68 Infractions à la loi 1 Sera puni de l'emprisonnement, des arrêts ou de l'amende quiconque, intentionnellement: a. en tant que personne astreinte, n'aura pas donné suite à une convocation, aura quitté son service sans autorisation, n'aura pas rejoint son lieu de service au terme d'une absence autorisée, n'aura pas respecté les conditions liées à l'octroi d'un congé ou se sera soustrait de toute autre façon à l'obligation de servir dans la protection civile; b. aura perturbé le déroulement des services d'instruction ou des interventions de la protection civile, ou aura empêché ou mis en péril l'activité de personnes astreintes; c. aura incité publiquement autrui à refuser de servir dans la protection civile ou d'exécuter des mesures ordonnées par les autorités.

Protection de la population et protection civile. LPPC 1666 2 Quiconque aura agi par négligence sera puni de l'amende. Dans les cas de peu de gravité, l'autorité cantonale ou communale compétente pourra, lors de la première infraction, renoncer à l'ouverture d'une action pénale; elle pourra donner un avertissement à la personne fautive. 3 Sera puni des arrêts ou de l'amende quiconque: a. en tant que personne astreinte, aura refusé d'assumer une tâche ou d'accepter une fonction au sein de la protection civile; b. en tant que personne effectuant un service de protection civile, ne se sera pas conformé aux instructions de service; c. ne se sera pas conformé aux ordres ou aux consignes de comportement émis en cas d'alarme; d. aura fait un usage abusif du signe distinctif international de la protection civile ou de la carte d'identité du personnel de la protection civile. 4 Dans les cas de peu de gravité, l'autorité cantonale ou communale compétente pourra renoncer à l'ouverture d'une action pénale; elle pourra donner un avertissement à la personne fautive. 5 La poursuite pénale et les prétentions de droit civil fondées sur d'autres lois sont réservées. Art. 69 Infractions aux prescriptions d'exécution 1 Quiconque aura contrevenu intentionnellement aux prescriptions édictées en exécution de la présente loi sera puni de l'amende et, dans les cas graves ou en cas de récidive, des arrêts. 2 Dans les cas de peu de gravité ou lorsque l'auteur aura agi par négligence, l'autorité cantonale ou communale compétente pourra renoncer à l'ouverture d'une action pénale; elle pourra donner un avertissement à la personne fautive. Art. 70 Poursuite pénale 1 La poursuite et le jugement des actes réprimés par la présente loi incombent aux cantons. 2 Tout jugement et toute ordonnance de non-lieu sont communiqués en expédition intégrale et sans frais au Ministère public de la Confédération; ce dernier en informe l'organe fédéral chargé des questions de protection civile.

Protection de la population et protection civile. LPPC 1667 Titre 4 Dispositions communes  
Chapitre 1 Financement Art. 71 1 La Confédération supporte les frais liés: a. au recrutement des personnes astreintes; b. à l'instruction et à la formation qu'elle doit organiser conformément à la présente loi et à l'infrastructure qui est nécessaire à cet effet; c. aux interventions des personnes astreintes convoquées par le Conseil fédéral; d. aux activités visées à l'art. 7 qui relèvent de sa compétence; e. à la recherche et au développement qui relèvent de sa compétence; f. aux mesures découlant de l'art. 43; g. au renforcement de la protection civile dans la perspective de conflits armés; h. aux interventions en cas de conflit armé. 2 Elle supporte les frais supplémentaires reconnus comme étant liés à la réalisation, à l'équipement, à la modernisation, au changement d'affectation ou à la désaffectation de constructions protégées et d'abris pour biens culturels. 3 Elle verse une contribution forfaitaire annuelle aux frais d'entretien des constructions protégées afin d'assurer leur fonctionnement en cas de conflit armé. 4 Elle peut soutenir financièrement les activités d'organisations publiques ou privées œuvrant dans le domaine de la protection civile. 5 Elle ne prend pas en charge: a. les frais liés à l'acquisition de terrains et aux indemnités dues pour l'utilisation de biens-fonds publics ou privés; b. les émoluments cantonaux et communaux; c. les frais liés à l'entretien ordinaire des constructions protégées. Chapitre 2 Traitement de données personnelles Art. 72 Traitement de données 1 Pour accomplir les tâches qui lui incombent aux termes de la présente loi, l'organe fédéral chargé des questions de protection civile peut traiter les données personnelles concernant les personnes astreintes. 2 Il a accès par procédure d'appel aux données du système d'information du personnel de l'armée<sup>13</sup>.

### **E. 13**

RS 510.10

Protection de la population et protection civile. LPPC 1668 Art. 73 Communication de données 1 Les services cantonaux chargés des contrôles communiquent à l'organe fédéral chargé des questions de protection civile les données concernant les personnes astreintes dans la mesure où il en a besoin pour exécuter les tâches qui lui incombent en vertu de la présente loi. 2 Ils communiquent à l'Office fédéral de l'assurance militaire les données dont il a besoin pour exécuter les tâches qui lui incombent en vertu de la LAM<sup>14</sup>. 3 Sur demande et dans des cas particuliers, l'organe fédéral chargé des questions de protection civile peut communiquer aux autorités de la Confédération, des cantons et des communes chargées de tâches liées à la protection de la population ou à la protection civile les données personnelles relatives aux personnes astreintes qui sont nécessaires à la tenue des contrôles. Chapitre 3 Dispositions finales Art. 74 Surveillance Le Conseil fédéral exerce la surveillance. Art. 75 Dispositions d'exécution 1 Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution. 2 Il peut déléguer des compétences législatives à l'organe fédéral chargé des questions de protection civile. 3 L'exécution incombe pour le surplus aux cantons. Art. 76 Abrogation du droit en vigueur Sont abrogées: 1. loi fédérale du 17 juin 1994 sur la protection civile<sup>15</sup>; 2. loi fédérale du 4 octobre 1963 sur les constructions de protection civile<sup>16</sup>. Art. 77 Référendum et entrée en vigueur 1 La présente loi est sujette au référendum. 2 Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

### **E. 14**

RS 833.1

### **E. 15**

RO 1994 2626, 1996 1445

**E. 16**

RO 1964 483, 1978 50, 1980 1786, 1985 1649, 1994 2667

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPC) In Bundesblatt Dans Feuille fédérale In Foglio federale Jahr 2002 Année Anno Band 1 Volume Volume Heft 09 Cahier Numero Geschäftsnummer --- Numéro d'affaire Numero dell'oggetto Datum 05.03.2002 Date Data Seite 1650-1668 Page Pagina Ref. No 10 126 096 Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen. Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses. I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.